



PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR
ARRÊTÉ

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
JLM

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1^{er} août 2002 établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration en date du 19 décembre 1986 autorisant M. MOISAN Maurice à exploiter à SAINT PEVER au lieu-dit « Lan Ven » un élevage avicole de 10.000 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1981 autorisant M. THORAVAL François à exploiter à SAINT PEVER au lieu-dit « le Rest » un élevage avicole de 60.000 animaux équivalents ;
- VU la demande présentée par M. MOISAN Maurice demeurant à SAINT PEVER au lieu-dit 35, « Pont Clet » en vue de la régularisation de la situation administrative, après changement de production, de l'élevage autorisé susvisé qui comprendra au total 43.140 places d'animaux équivalents réparties sur deux sites : site « Lan Ven » : 22.400 poulettes démarrées – site « le Rest », à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, : 20.700 poulettes démarrées, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;

- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de BOURBRIAC (30 novembre 2001), LANRODEC (14 novembre 2001), PLESIDY (13 novembre 2001), PLOUMAGOAR (23 novembre 2001), SAINT ADRIEN (8 novembre 2001), SAINT FIACRE (26 octobre 2001), SAINT PEVER (15 novembre 2001) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 27 octobre 2003 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 16 Janvier 2004 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 :

1.1 - Monsieur Maurice MOISAN ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à SAINT PEVER au lieu-dit "5, Pont Clet" est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZH n° 87), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 43.140 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : site « Lan Ven » à SAINT PEVER : 22.440 places d'animaux équivalents en présence simultanée (poulettes démarrées) – site « le Rest » à SAINT PEVER , à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, 20.700 places d'animaux équivalents en présence simultanée (poulettes démarrées)

La production maximale d'azote sur les 2 sites de production ne devra pas dépasser 6902 kg par an

1.2 - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières

2.1. Aménagement des bâtiments et exploitation :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2850 m2 sur les deux sites.

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.3. - Le fumier sera épandu par un épandeur équipé d'une table d'épandage grande largeur (supérieure ou égale à 10 mètres).

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction du(des) bâtiment(s) devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT PEVER pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. MOISAN Maurice.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. MOISAN Maurice dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration en date du 19 décembre 1986 et l'arrêté d'autorisation en date du 24 septembre 1981.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article L.514-6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de SAINT PEVER,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. MOISAN Maurice pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de BOURBRIAC, LANRODEC, PLESIDY, PLOUMAGOAR, SAINT ADRIEN, SAINT FIACRE, SENVEN LEHART pour information.

SAINT-BRIEUC, le

3 FEV. 2004

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT